

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Michel Rocard (séance du lundi 24 juin 2002)

Pierre MESSMER : Je remercie Monsieur Rocard pour l'exposé qu'il vient de faire et qui témoigne de sa connaissance profonde de l'Afrique, je dirais même, de son amour pour l'Afrique. On ne peut vraiment connaître l'Afrique que si on l'aime. Selon une formule que les latinistes utilisaient autrefois, *non intratur in veritatem nisi per caritatem*.

Néanmoins, quelques nuances d'importance nous différencient. En ce qui concerne la démocratie, je vais plus loin que M. Rocard. J'estime en effet qu'il ne suffit pas, pour juger de l'état démocratique ou non des régimes africains, de s'en remettre à leurs institutions et, en particulier, aux élections. Il serait facile d'expliquer pourquoi les élections, plus ou moins régulières, ne sont pas vraiment significatives. Les commissions de contrôle envoyées de l'étranger pour s'assurer du bon déroulement des scrutins ne peuvent pas contrôler grand chose, et certainement pas les listes électorales.

En fait, il faut juger les régimes africains par rapport à leur respect des droits de l'homme. La question n'est pas de savoir si le régime est démocratique ou pas – dans la plupart des cas, il ne l'est pas. Par contre, nous avons le droit d'exiger de ces régimes qu'ils assurent un minimum de respect des droits de l'homme et que le parti, l'ethnie ou la tribu qui est au pouvoir respecte les minorités.

A propos des institutions, vous avez très justement dit que l'Afrique avait connu des empires. L'empire est depuis le haut moyen âge une vieille connaissance de l'Afrique, et j'ajoute que c'est pour cette raison que les empires coloniaux ont réussi.

L'Afrique a donc connu des empires ; elle vit, depuis l'âge de pierre, dans ses villages. Mais elle n'a pas fait l'expérience, entre le village et l'empire, de l'Etat ou de la nation. Là réside son problème actuel qui se traduit notamment par des guerres. Je continue à penser que presque toutes les interventions françaises et européennes en Afrique ont été néfastes. A mon sens, les seules interventions qui se justifient sont celles qui permettent de sauver des ressortissants étrangers dans un pays en guerre ou en révolution.

J'en viens à présent au développement. M. Rocard a constaté depuis longtemps que le franc CFA était sur-évalué. Je crois avoir été pendant longtemps le seul à soutenir cette idée, aussi bien dans des discours que dans des écrits, jusqu'à la dévaluation. J'aimerais savoir si M. Rocard pense que le rattachement du franc CFA à l'euro est une bonne chose.

Les exportations sont certes nécessaires, et ce que nous, Européens et Nord-Américains, pouvons nous reprocher, c'est de saboter ces exportations. Lorsque les Américains subventionnent à l'envi leurs producteurs de coton alors que les Africains produisent, dans l'ex-AOF et l'ex-AEF, un million de tonnes de coton de très bonne qualité, ils ruinent les producteurs africains.

Et je suis encore plus sévère pour les importations, dont M. Rocard n'a pas dit un mot. Elles consistent trop souvent à importer des produits de luxe tout à fait inutiles pour l'immense majorité de la population, ou à importer des marchandises en concurrence avec la production africaine et à un prix tel que la production locale est ruinée – je pense par exemple au riz.

M. Rocard a parlé de François Perroux, qui fut un grand économiste dont les idées ont eu une influence certaine sur bon nombre de chefs d'Etat africains. Je pense que cette influence a eu des effets néfastes parce que sa doctrine prônait le développement à partir de pôles de développement. Ce faisant, il a poussé, d'abord l'administration coloniale, puis les chefs d'Etat africains à développer les villes au point que les villes africaines grossissent actuellement comme

une véritable gangrène. Je regrette de devoir critiquer sur ce point François Perroux, dont les idées furent par ailleurs tout à fait remarquables.

*
* *

Raymond BARRE : Permettez-moi de dire que je ne suis pas opposé aux partis politiques – leur existence est, en démocratie, acquise– mais que j’ai toujours marqué une très grande réserve, après observation et par expérience, à ce que l’on appelle le régime des partis. Je pense que M. Rocard a fait les mêmes expériences que moi et je voudrais lui demander s’il partage mon sentiment.

Je reviens sur les exportations. Elles sont utiles. Encore faut-il que des marchés existent et qu’ils ne soient pas fermés. La politique agricole commune, telle qu’elle a été conçue, au profit de producteurs qui sont déjà largement subventionnés, n’est hélas pas favorable à ce que nous souhaitons pour l’Afrique. Il y a une espèce de contradiction entre vouloir aider l’Afrique et prendre des mesures qui limitent les exportations africaines sur notre marché.

*
* *

Jean-Marc VARAUT : 1/ Ma première question m’est inspirée par un colloque récent auquel j’ai participé en Corse. J’y ai appris que les Corses indigènes ou de la diaspora commençaient à investir en Corse, ce qui est nouveau. Avez-vous des indications sur un phénomène semblable en Afrique ?

2/ Depuis François Furet, on sait que la France n’a pas commencé le 21 janvier 1793. On est de même en train de découvrir que l’Afrique a, elle aussi, un passé historique. Au cours du colloque que je viens d’évoquer, j’ai eu, moi qui étais, quoique monarchiste, présenté comme le philosophe jacobin de service, un débat assez animé avec le docteur Simeoni, que l’on peut considérer comme une figure emblématique du nationalisme corse. Nous avons abouti à ce qu’en 1768, le traité de Versailles entre Gènes et la France, où le royaume de Corse est intervenu en pleine indépendance, avait permis de trouver une solution au problème corse. Ne pensez-vous pas que l’on puisse dire que l’exportation du régime des partis en Afrique fait peu de cas de la réalité africaine ?

*
* *

Emmanuel LE ROY LADURIE : Vous avez parlé de concussion. C’est surtout de la corruption. L’argent que l’on envoie là-bas repart en Suisse. On ne peut donc pas faire grand chose dans ces conditions.

Vous dites que l’ancien colonisateur est mal placé. Mais il est au contraire très bien placé. Il faisait régner la paix, il investissait, ce qui n’est plus le cas.

Enfin, le cocktail ethnique de Maurice est très différent de l’ethnicité africaine.

*
* *

Edouard BONNEFOUS : De l'exposé de M. Rocard, dont je connais depuis longtemps l'intelligence et la compétence, on ressort un peu pessimiste. On attend en vain l'énoncé de solutions qui permettraient aux pays africains de devenir, sinon de grands pays industriels, du moins des pays capables de satisfaire leurs besoins essentiels. Comment pourrait-on éviter aux pays africains de vivre aux crochets des pays riches par des transferts permanents d'argent, ce qui est très malsain ? Par quels moyens l'Afrique pourrait-elle se passer d'au moins une grande partie de l'aide extérieure ?

*
* *

Pierre BAUCHET : Ma remarque rejoint un peu celle de Maître Varaut. Si nous regardons ce qui se passe au niveau du développement économique en Afrique, nous constatons qu'il n'y a pas de réinvestissement en Afrique des richesses acquises en Afrique. Or, il existe un ensemble de pays – qui ne passent pas pour être des parangons de démocratie – les émirats du Moyen-Orient, où l'argent gagné est réinvesti sur place, entraînant un développement assez large. Il apparaît donc que le problème des pays africains n'est pas lié uniquement à la nature plus ou moins démocratique de leurs régimes politiques. Voyez-vous un moyen pour l'Afrique d'endiguer la fuite de ses capitaux ?

*
* *

Alain PLANTEY : Il se trouve que j'ai reçu samedi dernier le livre collectif présenté par Albert Tevoedjere, qui a été directeur adjoint du Bureau International du Travail et ministre du Bénin. L'ouvrage a pour titre « Vaincre l'humiliation ». Je m'accorde sur beaucoup de constats qui sont faits, mais je déplore que l'on n'y trouve pas assez de propositions concrètes. On trouve toute une série de reproches adressés aux uns et aux autres pour avoir mal agi autrefois, mais à aucun moment ne pointe une puissante lueur d'espoir. Cette constatation m'amène à poser la question des intellectuels, qui ont cassé le mode de fonctionnement traditionnel des sociétés africaines. Nous avons formé ici des médecins, des juristes, des professeurs, mais ils sont rarement rentrés dans leur pays pour participer au développement national. Ils manquent ainsi à leur devoir envers leur propre peuple. Que pouvons-nous faire si les Africains ne prennent pas eux-mêmes en main leur destin ?

*
* *

Pierre CHAUNU : Permettez-moi de reprendre le mot sida, que vous n'avez prononcé qu'une fois. Il s'agit d'une terrible catastrophe à laquelle nul ne peut rester insensible. 85 % des morts sidaïques et 90 % des séropositifs sont dans les pays au sud du Congo. Tous les médecins savent bien comment on en est arrivé là. Des gamines de 12, 13 ans sont déflorées avec un taux de contamination de 100 %. C'est du volume de la peste noire. Aussi, oubliez les 800 millions qui deviennent un 1,5 milliards ; aujourd'hui, même l'O.N.U. n'y croit plus. Je pourrais vous citer un certain nombre de pays d'Afrique où il y a un excédent des décès. Rien qu'en Afrique du Sud, l'espérance de vie est passée de 60 années à moins de 40.

*
* *

Jean-Claude CASANOVA : Je suis en complet accord avec M. Rocard sur la dissociation qu'il opère entre l'illusion ou l'espérance de la démocratie pluraliste, électorale et conflictuelle, qui n'est pas fondamentalement nécessaire, et la préservation des droits élémentaires qui, elle, est absolument nécessaire. Théoriquement, la défense des droits fondamentaux de l'homme favorise l'avènement de la démocratie, mais en pratique, ce n'est pas forcément toujours le cas. L'Occident a connu cette dissociation. L'Allemagne de 1913 avait un régime traditionnel, mais aussi un état de droit bien supérieur à celui de la III^e République. Il ne serait venu à l'esprit d'aucun juriste allemand d'invoquer la constitution de l'an VIII comme un texte fondateur, alors qu'il faisait partie du droit positif des Français sous la III^e République. De même, l'Europe a connu les versions *dictature militaire et système approximatif et inachevé de droits de l'homme* dans les formules Napoléon III ou Franco. Il peut donc y avoir combinaison d'un régime traditionnel ou autoritaire et d'un respect minimal des droits de l'homme. Mais dans les régimes de ce type existait un élément qui permettait le progrès économique et aussi politique : ce que les sociologues allemands appellent la bureaucratie rationnelle. Si le système asiatique est performant, c'est parce que la culture asiatique a facilement reproduit, soit au Japon, soit dans les sociétés confucéennes, soit en Inde, la bureaucratie rationnelle, qui peut fonctionner avec – ou sans – démocratie électorale et qui fournit le respect de la propriété, le respect des contrats, les libertés etc.

Or, le grand problème de l'Afrique tient à l'absence de bureaucratie rationnelle. Comment cela s'explique-t-il ? Vous avez fait allusion à l'île Maurice. Je viens justement de recevoir une délégation en provenance de ce pays ; elle était composée uniquement d'Indiens et de Chinois. Quant à l'Afrique du Sud, il s'agit d'un Etat mixte provenant de la greffe d'une société européenne sur une société africaine, et non d'une société purement africaine. Comment peut-on faire, de l'extérieur, pour favoriser l'émergence d'une bureaucratie rationnelle africaine qui prendra en charge le progrès économique et le progrès politique avec des régimes politiques qui n'ont pas besoin d'être l'exacte copie des démocraties européennes ou américaines ?

*
* *

Yvon GATTAZ : Alors que vous étiez Ministre du Plan et que je me trouvais moi-même à la tête du patronat français, j'ai effectué plusieurs missions en Afrique, y compris à votre demande, pour essayer de trouver des moyens de développer économiquement l'Afrique. Je dois dire que ces missions ont échoué. Je me suis alors interrogé sur les raisons de cet échec. Comment se fait-il en effet que le continent qui dispose des plus grandes richesses minières au monde aille vers la plus grande pauvreté ? Une des raisons tient sans doute à la lenteur des Africains. Or, on sait aujourd'hui que la principale qualité des entreprises dans le monde est la réactivité, c'est-à-dire la vitesse d'adaptation. Comment faire pour permettre aux Africains d'acquérir cette si nécessaire réactivité ? Peut-être en agissant comme on le fait dans d'autres pays pauvres ou à salaires bas : en leur confiant de la sous-traitance. Il ne s'agit pas en l'occurrence, comme on le dit parfois, d'exploiter une main-d'œuvre à moindre coût, mais de lui donner l'occasion de se former à des technologies modernes. Subrepticement, les salaires augmentent, tout comme la réactivité, et le pays se développe. Deux pays proches de nous sont dans ce cas : le Maroc et la Tunisie. Ne pourrait-on pas extrapoler vers la zone tropicale ou subtropicale ?

*
* *

Jacques DUPÂQUIER : Je vous sais gré, au milieu des discours pessimistes concernant l'Afrique, d'apporter une note d'espoir. Bien évidemment, c'est de l'Afrique noire que vous avez parlé. Or les perspectives démographiques que vous avez citées, 1,5 milliards d'habitants dans 40 ans, me semblent excessives non seulement pour l'Afrique noire mais même pour l'ensemble de l'Afrique, où, comme le rappelait Pierre Chaunu, se produira un freinage. Je ne crois pourtant pas non plus que l'Afrique soit au bord de l'implosion démographique, en dépit des ravages du sida (27 millions de morts à ce jour). Le problème en Afrique est que la population est extrêmement jeune (la moitié a moins de 21 ans), et même si la fécondité tombe au niveau de remplacement, la population de l'Afrique noire approchera du milliard au milieu de ce siècle.

La croissance démographique a des effets bénéfiques. Les chiffres que vous avez cités concernant la production agricole s'expliquent par la stimulation due à la pression démographique. Mais aujourd'hui, on se trouve face à un problème très grave, car 1/ la croissance se poursuit au rythme de 2,5 ou 3 % par an ; 2/ on ne voit pas naître en Afrique la génération d'entrepreneurs qui serait nécessaire pour accéder au stade du développement ; 3/ les Africains ne semblent pas du tout prêts à diminuer le nombre de leurs enfants – ce que l'on ne peut leur reprocher. Dans ces circonstances, comment voyez-vous le freinage de la croissance démographique dans les 50 ans qui viennent ?

*
* *

Michel CROZIER : On ne voit pas, dans ce tableau de l'Afrique, de quel côté on pourrait s'orienter. Le problème sur lequel on bute est celui des hommes à former. Alain Plantey a rappelé à juste titre que nous formons – et déformons – les intellectuels africains. Nous leur présentons un système de pensée complètement inadapté à l'Afrique. Ne pourrions-nous pas, nous autres Européens ou Américains, investir autrement dans la formation des hommes ? Je crois qu'une approche collective de tous les Européens n'est pas impossible à condition que l'on prenne autrement les choses. Investir dans la formation des élites africaines est peut-être plus important à terme que l'aide directe et indirecte à des projets économiques.

*
* *

Marcel BOITEUX : J'évoquerai le sujet du libre-échange en vous citant le propos de M. Hervieu, président de l'I.N.R.A., qui nous a dit ici : « Je revendique le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes ». Je trouve que c'est une belle formule et j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

*
* *

Réponse :

A Pierre Messmer : Je remercie très vivement mon collègue, l'ancien Premier ministre Pierre Messmer d'avoir noté que j'aimais profondément l'Afrique. C'est bien là ce que nous avons en commun. En outre, sans vouloir vous compromettre exagérément, Monsieur le Chancelier, je

suis obligé de dire que je n'ai pas d'opposition avec vous, même quand vous sanctionnez le fait que je n'aie pas eu le temps de parler de l'importation.

Quand vous dites ne pas vouloir vous en remettre aux Etats africains sur l'état de leur démocratie, vous avez tout à fait raison. Les commissions de contrôle électorales ne voient pas grand chose et surtout pas la composition des listes ? Cela aussi est parfaitement exact. En conséquence, je ne peux que venir à l'appui de la thèse selon laquelle il faut que nous changions nos critères de conditionnalité : droits de l'homme d'abord, élections pluralistes ensuite.

Le franc CFA devait être dévalué. Nous avons eu du mal, mais nous y sommes parvenus. Nous étions quelques-uns seulement à comprendre ce qui se passait, à savoir que le maintien en Afrique d'une situation interdictive de toute exportation signifiait l'organisation progressive de tous ces pays dans une pente de dépendance croissante du trésor public de la République française. C'est ce qui s'est pratiqué pendant près de vingt ans.

Pour ce qui est du passage à l'euro, je vous répondrai que je ne vois pas en quoi ce pourrait être une mauvaise chose pour l'Afrique. Pour les rares entrepreneurs africains qui en sont capables, exporter vers l'Europe, se trouver avec la même monnaie et les mêmes procédures pour aborder un marché de 300 millions d'habitants sont assurément des atouts. Il faut aussi se rappeler que l'arrivée de l'euro, c'est la disparition de toute prime d'insécurité sur le franc – qui a subi 19 ou 20 dévaluations entre 1945 et le début des années 80. Je ne vois donc pas en quoi le rattachement à l'euro pourrait nuire à l'Afrique, étant entendu que c'est toujours le trésor public de la République française qui porte le déficit de la Zone franc, déficit au reste très faible. Le seul problème est posé par le Ghana qui souhaiterait entrer dans la Zone franc, mais qui ne recevra jamais la garantie de Sa Majesté britannique derrière sa part de la balance des paiements, et auquel le contribuable français n'a aucune raison de faire des cadeaux. Or, l'intérêt géostratégique serait que le Ghana entre dans la Zone franc.

Je reste très attaché à l'idée qu'il faut réduire l'importance de la frontière linguistique en Afrique. Les chemins de fer ne communiquent pas entre eux, les infrastructures ne communiquent pas entre elles. La souffrance d'être partagé linguistiquement entre des pays et des peuples ethniquement proches et ayant les mêmes langues va jusqu'à la paralysie économique et donc beaucoup plus loin que nous ne savons en général. Je suis bien sûr un défenseur acharné de notre langue et très fier d'être français, mais sur ce point, je dis que ce n'est pas la francophonie qui sauvera l'Afrique. Il faut que nous apprenions à dominer nos frontières. Donc, le Ghana d'abord. La Gambie, naturellement ! Ça mettrait fin à un quasi paradis fiscal qui est en fait une économie maffieuse, mais il est vrai que c'est tout petit la Gambie. Il faudrait qu'elle entre, qu'on s'y habitue et qu'on voie arriver le Nigeria ensuite. Il y a là toute une perspective.

Bref, l'arrivée de l'euro ne m'apparaît pas négative, d'autant qu'elle gomme une partie de notre responsabilité, à nous autres Français, en tant qu'anciens colonisateurs. L'Europe est en effet beaucoup plus neutre.

Sur les importations et les exportations, je me doutais qu'il y aurait des objections. Je n'ai cependant jamais dit qu'elles étaient inutiles, j'ai même prononcé les mots « absolument indispensables », mais le peu que j'ai dit a suffi à inquiéter tel d'entre vous. Je confirme, il n'y a pas de développement sans exportations, cela est bien clair. Ce que je nie en revanche, c'est que le fait d'exporter soit par lui-même un déclencheur de développement. Si l'on admet qu'il n'y a de facteur de développement qu'à partir du marché intérieur et que les exportations ne constituent qu'un accompagnement, les choix de priorité que l'on fait en matière de formation des hommes, en matière de filières que l'on encourage et en matière d'infrastructures sont radicalement changés.

Il faut également prendre en compte le fait que, dans beaucoup de pays d'Afrique, un des plus forts blocages au développement est la pression des groupes d'importateurs combattant l'émergence de structures de production locale qui pourraient les concurrencer. La quasi-totalité des jus de fruits que l'on boit en Afrique sont importés ; la moitié de l'eau minérale que l'on boit en

Afrique est importée ; toute la clouterie, la vaisselle métallique, les accessoires de cuisine sont importés.

Quant à François Perroux, nous serons vite d'accord. C'est un immense économiste, dont je maintiens qu'il avait raison dans sa phrase sur le développement, mais je vous donne acte que les pôles (urbains) de développement constituent une mauvaise doctrine.

A Raymond Barre : Sur les exportations, vous m'accorderez que nous disons à peu près la même chose. Il est très important de faire accepter aux bailleurs de fonds le besoin de critères de conditionnalité et de décision qui encouragent les marchés intérieurs, sans pour autant abandonner l'exportation.

Pour ce qui est du régime des partis, je sens dans votre question une aimable provocation. Monsieur le Premier ministre et cher collègue, j'en ai souffert moi aussi. Mais je suis plus que vous indulgent devant le fait que l'on n'a pas trouvé d'autre forme d'organisation de la société démocratique et qu'il faut donc accepter les partis politiques avec leurs malformations. Celles-ci sont toutefois beaucoup plus acceptables en Occident qu'en Afrique. Si nous pouvions convenir qu'il vaudrait mieux aider l'Afrique à se débarrasser de ce fléau en ne lui imposant pas hâtivement le multipartisme, ce qui signifie pour elle un rude changement de lecture de nos critères de démocratie, nous nous comprendrons très bien.

A Jean-Marc Varaut : J'ai beaucoup apprécié la façon, par le biais de la Corse, dont vous avez posé le problème – qui est aussi un problème argentin – qui naît du fait que la bourgeoisie locale ne réinvestit pas chez elle. Je ne traiterai pas de la Corse aujourd'hui. Pour l'Afrique, je dirais d'abord que nos instruments comptables ne nous permettent pas de savoir. 80 % de l'Afrique vit non seulement à moins de 2 dollars par jour, selon les estimations de la Banque mondiale, mais également dans des conditions dont nous n'avons aucune idée chiffrée. Le non-réinvestissement en Afrique de la fortune de quelques chefs d'Etat est une évidence, mais c'est epsilon, même si ces dirigeants sont très riches. La fortune personnelle du président Mobutu était équivalente à la dette extérieure de l'Etat zaïrois ; il y a même eu pire. Reste que cela est négligeable par rapport à l'économie dont nous parlons.

La thèse que j'ai voulu soutenir ici est que rien ne pourra se passer en Afrique si nous n'aidons pas la petite économie, le petit peuple à s'engager dans un processus de développement. Nous ne savons hélas aider que ce qui a déjà décollé tout seul et qui nous ressemble. Nous savons prêter dix millions de dollars en Afrique pour construire un complexe industriel. Mais nous ne savons pas prêter 100 000 dollars pour créer une biscuiterie ou une conserverie, parce que nos banques ne savent pas prendre des garanties sur des unités si petites.

Il y a pourtant en Afrique une inventivité gigantesque qui mériterait d'être soutenue. Le réseau des femmes chefs d'entreprise du seul petit Sénégal comporte 6000 femmes qui, depuis longtemps, dominent les hommes en termes de puissance économique. Pour des raisons historiques, les métiers masculins, à savoir la guerre et l'élevage nomade, se sont vidés de leur contenu, alors que les métiers féminins, qui étaient des métiers de proximité – éducation des enfants et agriculture sédentaire – se sont maintenus.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : Je ne reviendrai pas sur l'île Maurice et admetts bien volontiers que sa structure ethnique n'a pas grand chose à voir avec celle de l'Afrique continentale. Mais l'affaire n'est pas qu'ethnique. Le décollage de l'île Maurice s'est fait par une utilisation très intelligente – et avec l'approbation de la Communauté européenne – de la contre-valeur du Protocole Sucre. Par un complot non-officiel entre le gouvernement et les entrepreneurs privés de l'île, les sommes perçues ont été utilisées pour une diversification industrielle, textile et informatique. Cela constitue un cas unique, dont la France pourrait être jalouse : vingt-cinq ans d'alternance régulière et jamais un grand imbécile ni un grand corrompu au pouvoir !

Quant à la corruption : en tant que parlementaire européen, j'ai assisté aux efforts d'établir des critères normatifs pour lutter contre la corruption. Il a été décidé qu'on ne laisserait pas soumissionner des O.N.G. à des contrats de fourniture d'aide en Europe si elles n'avaient pas une garantie bancaire. Le résultat est que cela coûte 3 % plus cher et que toutes les O.N.G. locales sont exclues. Les garanties bancaires et de transparence de comptabilité demandées aux entreprises qui font des routes sont telles maintenant qu'il est devenu impossible de faire faire des routes par des entreprises locales. Le résultat est que le taux de retour en Europe des dépenses d'aide publique au développement, descendu vers 60 % il y a une trentaine d'années, est maintenant proche de 80 %. Nous sommes par ailleurs à 8 milliards d'euros non-dépensés parce que les normes d'attribution sont trop strictes.

Permettez-moi une anecdote. Il y a huit ans, le président Bongo organise pour la première fois en Afrique une réunion de chefs d'Etat africains en vue de préparer le renouvellement des conventions de Lomé. Chaque chef d'Etat y lit une communication rédigée par ses services, dans l'indifférence générale. Tout cela est ennuyeux et les chefs d'Etat préfèrent généralement discuter dans un salon adjacent à la salle de conférences. Invité comme président de la Commission parlementaire européenne compétente, je n'avais évidemment pas envie de serrer la main à tous les participants. Il y avait notamment le président Ratsiraka, réélu dans des conditions qui ne me semblaient pas très conformes au respect des droits de l'homme. Mais quatre heures debout, c'est fatigant et je vais m'asseoir. Il vient alors s'asseoir à côté de moi et me dit : « C'est bien, ce que vous faites pour l'Afrique. Vous nous connaissez bien, mais il y a sûrement aussi des choses que vous ne savez pas. Devinez par exemple le montant de ma pension en tant qu'ancien chef d'Etat lorsque j'étais dans l'opposition. » J'avance le chiffre de dix ou onze mille francs, ce à quoi il me répond : « Vous n'y êtes pas. Je touchais 950 francs. » A ma question « Comment avez-vous fait ? », il m'a répondu en me montrant ses collègues : « Je suis allé mendier. » Il y avait dans cette réponse beaucoup de choses et notamment l'affirmation de la nécessité d'être concussionnaire.

Nous devons comprendre que lorsque nous organisons de grandes conférences internationales, nous mettons tous les responsables politiques africains dans des obligations de dépenser des sommes qu'ils n'ont – normalement – pas. Nous ne comprenons en fait rien. Quand le capitaine Sankara est devenu, un peu brutalement, chef d'Etat, il a fait fermer les fontaines de Ouagadougou, qui dépensaient le quart de l'eau du pays. Il a par ailleurs obligé ses ministres à se déplacer en Renault 4L. Dans les establishments européens, on considérait qu'il était un peu fou parce qu'il était hors norme. Par phénomène cumulatif de rejet, il s'est trouvé avec pour seul allié le colonel Khadafi, et il est effectivement devenu dangereux pour nous tous. Ce sont en fait des problèmes culturels qu'il y a derrière tout cela. Quand le F.M.I. écrit qu'aux Comores, en l'année 1998, le taux de dépenses budgétaires dans les caisses de l'Etat, qui ne répondaient à aucune norme respectable était de 70 %, il y a matière à une cour pénale internationale. Mais quand le taux de corruption est inférieur à 5 %, il est normal que l'on l'accompagne et que l'on mette fin au prurit luthérien d'Europe du Nord qui durcit inconsidérément toutes les normes.

A Edouard Bonnefous : Je ne suis qu'à moitié pessimiste. L'Afrique est en effet pleine de réserves de savoirs, de courage, de désintéressement. Il y a des non-corrompus. Mais mon optimisme est conditionnel à la brutalité des décisions politiques que nous serons capables de prendre, nous les bailleurs, pour changer certains critères. Dire que nous affectons 10 % de toutes nos ressources d'abord à la paix et à la sécurité, alors qu'il n'y a pas de ressources pour ça ; accepter que les autorités qui traitent l'aide, traitent aussi les crises. Ce sont des choses lourdes. Et puis écrire simplement que le développement, s'il a besoin d'exportations naturellement, est toujours d'abord d'origine endogène.

A Alain Plantey : J'aime que vous n'ayez pas eu de plaisir à lire le livre de Tevoedjere. Mais ce grand intellectuel africain ne fait qu'exprimer des frustrations qui viennent de chez nous. Ma

thèse est qu'à mesure que les Africains deviendront maîtres d'eux-mêmes et prendront leurs responsabilités, la recherche d'un bouc émissaire sera moins forte. L'ennui est que ce livre n'est pas l'œuvre de la plume légère de Tevoedjere, mais qu'il s'agit d'un rapport collectif des quarante plus grands intellectuels africains actuels.

A Pierre Bauchet : Certes, les émirats réussissent, mais parce qu'ils le peuvent. Les masses ne sont pas les mêmes. Dans la bourgeoisie africaine très limitée qui s'enrichit, à moitié par la corruption du reste, le réinvestissement local est rare. C'est cependant tellement négligeable qu'il ne faut pas faire de ce réinvestissement un considérant. Ce qui manque en fait, c'est davantage du talent entrepreneurial que de l'argent.

A Pierre Chaunu : Vous avez hélas raison. Mais comment traiter le problème ? Même si j'avais placé l'ensemble de mon exposé sous le thème du sida, ça n'aurait pas fait changer les choses. En outre, il faut bien considérer qu'il y a également un arrière-plan culturel dans la lutte contre le sida.

A Jean-Claude Casanova : Vous avez raison pour ce qui est de l'utilité de la bureaucratie rationnelle. Mais en Afrique, nous en sommes au point où il faut aider les puissances publiques, les autorités normatives à faire émerger des capacités de s'organiser collectivement sans bureaucratie rationnelle. Les pays africains n'ont ni les moyens culturels d'en faire une, ni l'argent pour la payer. C'est ce qui m'a amené à accorder une importance toute particulière à la grande décentralisation malienne qui consiste à faire accomplir par le paysan de terrain ce qu'aucune bureaucratie malienne ne saura faire avant longtemps.

A Yvon Gattaz : Quand je rappelle le mode de fonctionnement de la démocratie consensuelle, de la palabre, j'insiste sur la lenteur africaine. Réactivité ? Cela ramène à ce que l'Afrique se développera au fur et à mesure qu'elle trouvera le moyen d'une division du travail en son sein et d'une production capable de la nourrir elle-même, en ne dépendant pas trop de l'exportation. C'est le commerce international qui nous pousse à exiger de l'Afrique de la réactivité. Mais tous les Etats d'Afrique sont en baisse de leur taux d'autosuffisance alimentaire et, reprendre de la terre donnée à des cultures de rente pour de l'autosuffisance alimentaire, combattre mieux pour la défense des sols, améliorer la recherche scientifique sur les variétés de fruits et légumes constituent les vrais moyens qui permettront à l'Afrique de décoller. N'ayons pas des exigences trop grandes envers l'Afrique !. Elle est, pour user d'une image facile, au X^e siècle pour nous et elle attend nos révolutions agraires des XI^e et XII^e siècles.

Quant à l'expérience du Maroc et de la Tunisie, elle ne me paraît pas transposable en Afrique noire car le milieu socio-culturel y est trop différent.

Devant m'arrêter pour avoir été trop long, je prie MM. Dupâquier, Crozier et Boiteux de m'excuser de ne pas répondre de façon détaillée à leurs questions. Mais je suis heureux que vous ayez compris que mon exposé politique n'est pas désespérant. Il place simplement les conditions politiques de solutions très haut.

A Jacques Dupâquier et Michel Crozier : Pour ce qui est de la démographie, toute approche ne peut passer que par les femmes et donc par l'éducation des femmes ; mais cela demande environ trente ans. La formation des hommes, évoquée par Michel Crozier est, elle aussi, nécessaire, avec une priorité sur celle des femmes pour des raisons sur lesquelles je ne reviendrai pas.

Une approche collective de tous les Européens et Américains est bien impossible pour l'instant parce que nous sommes trop imbibés de méthode Milton Friedman, de *trade, not aid* etc. Il n'y a plus de légitimité à l'aide publique au développement pour les infrastructures ; elle est

contestée parce qu'elle a été inefficace. Dans ces conditions, en culture anglo-saxonne, nous sommes maintenant sur le refus de l'aide. C'est miracle que l'on ait décidé le contraire à Monterrey. Probablement il y a là un *satisfecit* formidable à donner au président Chirac. Il faut dire que le Président de la République avait comme sherpa Michel Camdessus qui dans le domaine financier international n'est pas un inconnu. Mais je vois bien que le groupe anglo-saxon et scandinave n'est pas partisan d'une aide publique au développement.

A Marcel Boiteux : Pour ce qui est de la citation de Bertrand Hervieu « Je revendique le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », c'est certainement la meilleure formule et je regrette de ne pas l'avoir formulée avant lui. Ce n'est que quand les Africains commenceront à se nourrir eux-mêmes qu'ils disposeront des moyens nécessaires pour se développer.